

# SOCIALISTE NASSER ?

Après le putsch yéménite et le soutien actif que lui accorde Nasser, à nouveau on peut s'interroger sur la nature du régime nassérien. Nous apportons ici des éléments de réponse.

En mai 1962, Nasser donnait lecture, devant le Congrès national des forces populaires, de la « charte d'action nationale », destinée à l'ensemble de la nation arabe. Ce document énonçait certaines positions qui pourraient ne pas sembler éloignées de celles du marxisme : le processus révolutionnaire mondial forme un tout, seule la révolution peut libérer les peuples de l'impérialisme, du féodalisme et du sous-développement, l'unité arabe passe par la révolution sociale. Mais d'un autre côté, dit la charte, « le peuple égyptien rejette la dictature d'une classe sociale quelle qu'elle soit et estime qu'une démocratie véritable n'est possible que si les différences de classes sont supprimées ». Les différences de classes — et non les classes — peuvent donc être supprimées par une autre voie que celle de la dictature du prolétariat ; telle est donc la position sinon du peuple égyptien, du moins des auteurs de la charte.

Le « gauchisme » de la charte s'inscrivait dans la ligne des mesures étendues de nationalisations prises à l'été 1961, qui provoquèrent, ou du moins accélèrent, la sécession de la province syrienne de la R.A.U. : toutes les banques et les compagnies d'assurances étaient nationalisées, soit 72 en Egypte et 23 en Syrie. Une série de loi limitait la participation du capital privé dans les entreprises non nationalisées, et tendait à favoriser les sociétés où les capitaux d'Etat étaient majoritaires, par exemple en leur réservant les marchés les plus importants de travaux publics.

La propriété foncière était limitée à 100 feddans, au lieu de 200 sous le régime de la réforme agraire de 1952. En outre, il était fait remise à ceux qui avaient reçu des terres en application de la première réforme agraire, de la moitié du prix de ces terres ainsi que des intérêts.

Les nationalisations et la seconde réforme agraire s'accompagnaient de mesures en faveur des travailleurs : un quart des bénéfices des sociétés devait revenir à leurs salariés, et Nasser annonçait la réduction à 7 heures de la journée de travail.

Nationalisations étendues, concessions aux ouvriers, seconde réforme agraire, proclamations révolutionnaires de la Charte, fin du pouvoir personnel et direction collégiale (la dénationalisation par Nasser ?), quelle est la signification de ce cours de gauche, quelle est la nature de ce régime, sur lequel les jugements les plus divers ont été portés — pur fascisme pour certains, socialisme inspiré de l'exemple et de l'influence yougoslave pour d'autres ?

Un premier critère pour apprécier les prétentions socialistes et révolutionnaires du régime réside dans ses rapports avec la classe ouvrière égyptienne.

En septembre 1952, deux grévistes étaient pendus à la suite de la grève de Kafr el Dawar. Mais, en mars 1953, la grève des transports du Caire en faveur de Nasser devait jouer un rôle décisif dans son triomphe sur Neguib. Alors que non seulement les propriétaires fonciers et leurs expressions politiques, telles que le Wafd, mais les étudiants, les partis de gauche et les groupes communistes se dressaient contre Nasser, la classe ouvrière calote jeta son poids décisif dans la balance. Mais, quand un peu plus d'un an après, en avril 1956, les dirigeants des syndicats du Caire se réunirent pour créer une confédération, le représentant de Nasser, Toïéma, s'y opposa, et c'est seulement en 1957 que fut créée la Fédération égyptienne du travail, étroitement tenue en laisse par le pouvoir. Lorsque son président, Anwar Salama, choisi, cependant, par le gouvernement, réclama le droit de grève pour les ouvriers, il fut éliminé. « Les syndicats — déclara Toïéma — n'ont pas la permission de faire grève car actuellement

nous devons reconstruire notre pays. Vous devez prendre garde d'achever cette édification sans aucune lutte. »

Lorsque ses propriétaires fermèrent l'usine de Sornaga, les ouvriers l'achetèrent pour 285.000 livres égyptiennes de capital, et la Banque industrielle le reste, soit 115.000 livres. La banque eut cinq représentants à la direction, et les ouvriers quatre. La participation ouvrière au capital s'était d'ailleurs faite contre l'avis de Toïéma, qui la refusa dans un autre cas.

Ces faits éclairent le caractère complexe des rapports du régime avec les ouvriers : il les organise, mais pour les contrôler, il leur fait certaines concessions (introduction de la Sécurité Sociale dans les entreprises les plus importantes, mesures de l'été 1961) contre le féodalisme et l'impérialisme, en 1953 et en 1956, il fait appel à la grève. Mais, la classe ouvrière est ensuite priée d'être dans le rang et de se tenir tranquille.

Un second critère, pour juger du contenu de classe du régime, consiste à se demander dans quelle mesure il a résolu le problème de la réforme agraire.

Sur près de six millions de feddans de terres arables, celles intéressées par la réforme couvraient un peu plus de 500.000 feddans, d'après les chiffres officiels de 1959 (sur lesquels 240.000 feddans seulement de terres confisquées à des propriétaires privés auxquels s'ajoutent 180.000 feddans confisqués à la famille Mehemet Ali).

La réquisition (contre indemnité) et le partage ne s'achevèrent qu'en 1957 ; 120.000 familles sans terres seulement en bénéficièrent. Le régime a donc échoué à donner la terre aux paysans, c'est-à-dire à accomplir une tâche élémentaire de la révolution bourgeoise.

En définitive, y a-t-il dans ce régime, malgré ses proclamations, un seul atome de socialisme ? Est-ce le socialisme parce que l'économie égyptienne tend, de plus en plus, à être contrôlée bureaucratiquement par l'Etat (avec des organismes, tels l'organisation Misr, qui ne contrôle pas moins de 95 sociétés) ?

Cette bureaucratization ne reflète en réalité rien d'autre que l'incapacité de la bourgeoisie égyptienne, liée aux féodaux et aux compradores, à se constituer en bourgeoisie industrielle. Le régime ne peut être analysé économiquement que comme un capitalisme d'Etat, et politiquement que comme un bonapartisme. Même si l'économie était tout entière nationalisée et si les capitalistes privés de tout pouvoir de gestion se bornaient à percevoir les annuités versées par l'Etat en compensation, cela n'enlèverait rien au caractère bourgeois du régime, dont les proclamations socialistes ne sont que l'hommage du vice à la vertu, et n'ont pour but que de capter les aspirations des masses.

Lénine a analysé, notamment dans son ouvrage « La Catastrophe imminente », écrit en septembre 1917, le phénomène du capitalisme d'Etat. Cette intrusion de l'Etat bourgeois dans l'économie prépare, certes, les voies du socialisme, mais ce serait erroné de croire qu'en Egypte comme ailleurs elle puisse conduire automatiquement au socialisme, sans une révolution prolétarienne arrachant le pouvoir à la bourgeoisie. Nasser, plus perspicace en cela que beaucoup de cervelles « communistes », a su, comme le montrent ses écrits, avoir l'intuition du processus de révolution permanente, mais pour s'y opposer. Il a senti, dans la classe ouvrière égyptienne, la seule force potentielle capable de le renverser et se montrera incapable d'aller même aussi loin que Peron pour organiser les travailleurs et chercher un appui auprès d'eux.

La situation internationale caractérisée par l'équilibre instable entre l'impérialisme et les Etats ouvriers et l'absence d'une avant-garde révolutionnaire ont permis la formation du pouvoir bonapartiste nassérien et donné à la bourgeoisie égyptienne des possibilités de manœuvre sans rapport avec sa force réelle.

De ce point de vue, il serait aussi erroné de sous-estimer ces possibilités de manœuvre et, partant, le rôle anti-féodal et anti-impérialiste du nassérisme que de se laisser abuser par ses prétentions socialistes. Certains milieux de gauche, en Europe occidentale, ne veulent voir dans ce régime qu'un fascisme antisémite parce qu'anti-israélien. Que le régime policier de Nasser soit répugnant, cela n'est pas douteux, mais le critère moral ne doit pas pour autant être substitué à l'analyse des rapports de classe. Quant à l'antisémitisme, Staline aurait été fasciste à ce compte là.

Les P.C. des pays arabes n'ont, eux, rien compris. Les communistes égyptiens ont d'abord soutenu Neguib, accusant Nasser d'être un agent de l'impérialisme améri-

cain. Puis, ils se sont alignés inconditionnellement lors de l'idylle entre la R.A.U. et l'U.R.S.S., ce dont Nasser les a payés en les renvoyant dans ses prisons et en lançant son offensive anti-communiste de 1958. Aujourd'hui, les P.C. de Syrie et du Liban s'alignent sur les forces bourgeoises de ces pays et laissent les nassériens se faire les seuls champions de l'aspiration des masses à l'unité arabe.

Mais un autre pôle d'attraction que l'Egypte a surgi avec la Révolution algérienne. Nasser l'a senti ; ce qui explique, dans une large mesure son gauchissement.

Cela n'empêche que la bourgeoisie égyptienne joue un pari très dangereux, bien qu'elle n'ait sans doute guère le choix, en s'engageant si loin dans la voie du capitalisme d'Etat et en voulant canaliser à son profit les aspirations révolutionnaires des masses arabes. Nul doute que le fleuve ne débordera sa digue et qu'au sein des masses travailleuses d'Egypte ne soient en cours les processus moléculaires qui aboutiront à l'apparition sur la scène du prolétariat comme force politique autonome, prélude à la chute de la dictature bourgeoise bonapartiste.

## Worthy

Les luttes pour l'intégration des Noirs dans les Universités du Sud des U.S.A. se poursuivent. Le mouvement noir se trouve « appuyé » par le gouvernement de Kennedy, dans le double souci de celui-ci de trouver l'audience des peuples de couleur ex-coloniaux dans le reste du monde, et aussi de mettre fin aux U.S.A. à une situation lourde de menace. S'il lui est de surcroît ainsi possible d'élargir l'électorat démocrate de quelques millions de votes noirs, il faut se rappeler qu'il ne fait que poursuivre la politique d'Eisenhower le républicain. Aucun gouvernement aux U.S.A. ne peut plus ignorer la menace que constitue le mouvement des Noirs américains. La lettre que nous publions de notre correspondant aux U.S.A. montre bien la nature de ce danger. Par Fidel Castro, la révolution coloniale vient secouer l'impérialisme américain dans sa propre métropole.

(De notre correspondant aux U.S.A.)

Le 15 septembre, un rassemblement a pu occuper le cœur de Harlem, le grand ghetto des gens de couleur au centre de New-York, pendant cinq heures, sans pour autant être mentionné dans la presse capitaliste.

Pourtant ce fut un événement d'importance dans la lutte pour la conquête des libertés civiles dans l'Amérique impérialiste. Des leaders des secteurs les plus divers de l'opinion afro-américaine ont participé à une imposante manifestation d'unité en faveur de William Worthy, correspondant à l'étranger du journal de Baltimore, « l'Afro-Américain ».

L'attention internationale a d'abord été attirée sur Worthy à la suite d'un voyage en Chine qu'il effectua malgré l'interdiction du Département d'Etat. Il rapporta de ce pays une série d'articles, témoignages oculaires des succès de la Révolution chinoise ; ces articles parurent dans « l'Afro-American », l'un des journaux les plus importants du monde noir américain.

A son retour, en 1956, le Département d'Etat lui retira son passeport, ce qui l'empêchait de se rendre dans un pays étranger. En quelque sorte, il se trouvait « mis aux arrêts ».

Actuellement, il est au centre d'une nouvelle affaire. En effet, il a commis le « crime » d'aller à Cuba sans demander l'autorisation du Département d'Etat. Le gouvernement cubain ne lui demandait pas d'avoir un passeport américain. Mais à son retour à Miami, en Floride, il fut inculpé d'être rentré aux Etats-Unis sans passeport.

Comme son « crime » est le premier de son espèce, dans l'histoire des Etats-Unis, il présente une grande importance par le précédent qu'il va créer.

Le gouvernement a traité cette affaire d'une façon qui montre typiquement combien la chasse aux sorcières se développe actuellement. Tout d'abord, il a insisté pour que le jugement ait lieu à Miami, où la condamnation était quasi-certaine, du seul fait du racisme qui y sévit. Puis la condamnation fut assez légère (trois mois de prison ferme et neuf mois de liberté surveillée), de façon à minimiser l'affaire. La tactique est classique, les prochains seront « salés » plus fort.

La manifestation de Harlem eut lieu juste avant la condamnation de Worthy. Environ 750 personnes écoutèrent vingt orateurs, parmi lesquels :

— James Farmer, membre de la direction nationale du C.O.R.E. (Comité pour l'égalité raciale).

— Percy Sutton, président de la section de New-York de la N.A.A.C.P. (Association nationale pour le progrès des gens de couleur).

— Alex Premepeh, des Nationalistes Noirs.

— Daniel Watts, du Comité de libération de l'Afrique.

— Richard Parrish, trésorier du Negro American Labor Council (Conseil ouvrier noir américain).

Soutenaient également la manifestation Malcolm X., l'un des principaux dirigeants du Mouvement musulman noir, l'évêque D. Ward Nichols, le Rév. Milton Galamison, Qosie Davids et Ruby Dee.

Pendant son discours au meeting, William Worthy souleva l'enthousiasme lorsqu'il parla de Cuba et de l'abolition de la discrimination raciale par la révolution cubaine. Lorsqu'il désigna l'hôtel Thérèse où Castro était descendu en 1960, en face dans la rue, les applaudissements éclatèrent.

Cette défense de la révolution cubaine était prononcée au moment où la nouvelle campagne anticubaine atteignait son paroxysme aux Etats-Unis. Worthy a déclaré que c'était pour avoir dit la vérité sur Cuba qu'on le poursuivait. Il appela les Noirs à être unis et combattifs, et ajouta qu'il poursuivait la lutte à propos de son procès à travers tous les Etats-Unis.

Au moment où on faisait une collecte pour le procès, la police arrêta les collecteurs. La brutalité de la police de Harlem est notoire. Les incidents avec ces gardiens de l'ordre capitaliste sont quotidiens et entraînent quelquefois mort d'homme. A l'arrivée de la police, Worthy s'empara du micro :

« Vous voulez savoir où est l'ennemi ? dit-il, le voilà, voilà son uniforme. Le F.B.I. (la D.S.T. américaine) a essayé de nous empêcher de tenir ce meeting. Les Oncles Tom (noirs légalistes opposés à l'action militaire) ont aussi essayé de nous empêcher. Mais la police ne peut pas nous disperser, comme ils le font à Albanay, Géorgie ! »

La police se retira, l'oreille basse, et la collecte reprit.

Worthy a fait appel auprès d'une cour plus élevée et se trouve en liberté sous caution de 1.000 dollars.

La Workers Defense League (Ligue de défense ouvrière) qui est chargée de l'action judiciaire, déclare qu'« elle fera appel, s'il le faut, jusqu'à la Cour Suprême, car les citoyens ont le droit de voyager, à leurs propres risques et sans interdiction gouvernementale. »

On peut envoyer aide financière et manifestations de solidarité au Comité pour la Libération de W. Worthy : Committee for the Freedom of William Worthy, Suite 301, 217 West 125 Street, New-York N.Y.

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur le numéro d'octobre 1962 de la revue « Les Lettres Nouvelles » (Editions Julliard).

Sous le titre « Les vues de Léon Trotsky sur l'art et sur l'homme », ce numéro contient un extrait d'un chapitre du deuxième tome de la biographie de Trotsky, par Isaac Deutscher. Ce chapitre est consacré aux activités de Trotsky hors du domaine strictement politique, à ses interventions d'ordre culturelle auprès des savants, des littérateurs et des artistes. Les pages qui sont publiées dans « Les Lettres Nouvelles » sont particulièrement consacrées à une analyse du livre « Littérature et Révolution » que Trotsky écrit pendant les étés de 1922 et de 1923, analyse faite de façon magistrale par I. Deutscher, qui conclut :

« Aucun écrivain marxiste, avant ou après Trotsky, n'a décrit une telle perspective DE LA SOCIÉTÉ SANS CLASSE d'un oeil aussi réaliste et avec une imagination aussi enflammée. »

Ajoutons que le même éditeur annonce la sortie prochaine de cet ouvrage « Littérature et Révolution » qui n'avait jamais paru en français.